



Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste du mWRF.

Poste de Liège X
Trimestriel
mai/juin 1997
n° 16

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

NON AU BOYCOTT DE RENAULT !

Réponse à ceux qui proposent de boycotter Renault.

Il est absurde et nuisible de vouloir boycotter RENAULT. Ce n'est pas en rejetant ces produits européens de qualité que l'on remettra en cause la désastreuse construction de l'Europe. Les dirigeants que l'on a pu voir hier au premier rang des manifestants, tentant comme toujours de récupérer les manifestations de la colère populaire sont les mêmes qui, depuis des années, ne cessent de réclamer la libération du commerce mondial, la déréglementation, la flexibilité, le tout au marché... Ils prônent le modèle du capitalisme radical américain contre l'intervention modérée de l'État à la manière française.

On voit ce que cela donne!

Pendant longtemps, la France a été un modèle en matière de protection sociale et d'intervention de l'État dans les entreprises. Si elle a cessé de l'être, c'est à son corps défendant. C'est bien la Commission européenne qui impose la privatisation, la fin des aides publiques qui avait permis depuis la Libération que les entreprises publiques comme l'ancienne Régie Renault, maintiennent une tradition sociale aujourd'hui cassée par la privatisation.

Si vraiment on veut l'Europe, pratiquons le civisme européen et plutôt que de boycotter les produits de chez nous, choisissons les produits fabriqués dans les pays démocratiques qui ont une forte tradition sociale.

Rejetons les produits qui proviennent des pays ou des continents dans lesquels la protection sociale est faible, voire inexistante. Que toutes les autorités publiques qui attribuent des marchés publics pensent aussi en terme d'emploi local au lieu d'imposer une concurrence acharnée qui conduit à l'enrichissement des négriers, des exploiters de la misère humaine.

Faisons pression sur nos élus : que l'Europe soit sociale ou qu'elle ne soit pas.
Si nous faisons l'Europe, n'est-ce pas pour qu'elle soit à l'origine de développements synergiques et solidaires, pour qu'elle soit positive pour tous, au lieu d'être ravageuse pour un trop grand nombre ? (Philippe Seguin).

Philippe DETROZ.

Lettre ouverte à Monsieur Jacques Bernière, Ambassadeur de France, à Bruxelles

Monsieur l'Ambassadeur,

Lisant dans "La Libre Belgique" du 22 mars le courrier de M. Somer (Vasselaar), vous deviez penser au mot de M. de Talleyrand : "Tout ce qui est exagéré est insignifiant."

Faire de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde une agression de la France et appeler à son boycott complet indiquent le coup de sang. Mme Veil le rappelait : la fermeture, c'est un choix stratégique fait par une entreprise, qui a jugé que l'usine était plus coûteuse que d'autres. Le Premier Ministre entend le Président de la FEB lui dire la difficulté pour la Belgique de rester dans la compétition avec un coût salarial supérieur de 10%.

Cela étant, la réaction violente nous interpelle à deux égards.

1. Elle a d'abord du sens en ce qu'elle exprime ce sentiment anti-français qui, enfoui dans le subconscient collectif, résulte de cette quête obsessionnelle d'identité et aujourd'hui, de pouvoir d'argent des masses flamandes à l'encontre des bourgeoisies francophones de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie. Cette lutte des classes socio-linguistiques s'observe sous les comtes de Flandre, les ducs de Bourgogne, au Siècle des lumières, sous l'Empire et depuis l'Indépendance; elle s'est muée depuis 1970 en un combat nationaliste séparatiste.

Les Belges d'expression française, Bruxellois et Wallons, comme la France, Monsieur l'Ambassadeur, devront en tirer les conséquences au plus tôt.

A suivre M. de Somer, pourquoi ne pas boycotter les entreprises, produits et sites touristiques flamands jusqu'au jour où les responsables flamands mettront leur arrogance en poche vis-à-vis de leurs compatriotes wallons et bruxellois?

Les projets officiels flamands ne sont-ils pas de vider progressivement de substance et de pouvoir toutes les structures fédératives de solidarité nationale?

Nous l'avons déjà fort bien compris.

Mais les francophones ont un esprit européen, au sens grec originel, - c'est leur culture, leur honneur, et leur faiblesse - et ils manifestent leur pleine solidarité avec les travailleurs de Renault-Vilvorde, privilégiant l'entente à l'intolérant repli sous-nationaliste. En matière de chauvinisme, M. Vandenberg n'avait aucun droit à faire la leçon à la France!

2. Deuxième enseignement de l'affaire Renault : une certaine difficulté des dirigeants d'entreprise français, formés dans le sérail des grandes écoles et la tradition des grands commis de l'Etat, à évoluer vers le management de l'ère post-industrielle, celui de l'"agir communicationnel" mis en exergue par le philosophe contemporain Habermas, celui de la responsabilité plus sociale de l'entreprise, du respect des hommes et de la motivation des équipes, des modes de gestion participatifs et consensuels.

Dans les groupes modernes performants, les structures d'entreprise, les systèmes de motivation, les processus de décision et de concertation prennent davantage en compte l'employé comme être humain à part entière.

Le cas de Vilvorde montre que tout cela fait cruellement défaut au groupe Renault ce qui est vraisemblablement aussi une cause de ses fort mauvais résultats, et qui mérite une réflexion dépassant le court terme.

Veuillez croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.

Marc de Middeléeer

RENAULT-VILVORDE : DEUX REGARDS ET DEUX LANGAGES

Du fait des tories britanniques, d'une partie du patronat européen et d'une frange politique réactionnaire minoritaire, l'Europe n'est pas assez sociale : il n'y a pas trop mais trop peu d'Europe; l'Union européenne est donc victime du très puissant libéralisme américain et c'est un drame.

Que peuvent donc faire les multinationales européennes automobiles, électroménagères ou autres, face à Toyota,

Général Motors, etc. : fermer des usines, ou les transférer dans des pays à bas salaires, sans garanties sociales?

Que pouvait faire la direction de Renault : certes, ce qui ne fut pas le cas, avoir le sens des relations publiques et des relations humaines en consultant et en informant sur les milliers de suppression d'emplois projetées.

Et si Renault doit prévoir des fermetures, quelles usines choisir? Celles aux prix de revient

les plus élevés par rapport à la production : DONC, TOUT D'ABORD RENAULT-VILVORDE, comme l'indiquent clairement les tableaux publiés récemment par *LE SOIR*. Ne rêvons pas à une exception au profit de voisins et "amis", au grand dam du contribuable français.

D'ailleurs, la Flandre n'est pas une amie de la France. N'est-ce pas, pour elle, le pays de la Révolution française et de Voltaire, abhorrés depuis 150 ans par le Mouvement flamand. Et la langue française n'est-elle pas indésirable en Flandre?

A-t-on oublié que chez Renault-Vilvorde, comme dans chaque entreprise de Flandre, même si elle est aux portes de Bruxelles, l'emploi du français ou de l'arabe ou de toute autre langue dans les relations du travail, doit faire l'objet de sanctions pénales, pouvant atteindre un mois de prison, en vertu du fameux décret de septembre 1973. Gare au chef de service publiant une circulaire interne plurilingue!

Les Français doivent-ils se "sacrifier" pour un pareil pays, (la Flandre), dont l'intolérance xénophobe l'a également conduit à exiger, de la part de l'Union européenne, une exception au principe du droit de vote des étrangers aux élections communales?

Ce n'est pas tout : dans l'état actuel de la Belgique, il est grave, pour les Bruxellois et les Wallons que Renault contribue au P.I.B. flamand, supérieur, on le sait. A la décharge de Renault, son implantation à Renault-Vilvorde est très ancienne, antérieurement aux raidissements institutionnels de 1962, 1963, 1970, 1980, etc..., et pourtant, elle veille soigneusement à ce que les responsables locaux soient flamands.

Le langage anti-français se déchaîne, comme aux Mâtines brugeoises du 17 mai 1302. La presse fait état des "petits Flamands"

malmenés par les "grands Français", que l'on démontise.

Le plus grave, c'est qu'une partie de la presse francophone adopte aussi un style radicalement négatif.

Un autre langage?

Quand dans les années 1960 et 70, de grandes firmes américaines ont mis fin à leurs investissements en Belgique, basés sur la loi de reconversion de 1959, après avoir empoché les avantages fiscaux considérables, y compris pour les salaires des cadres, de pareils discours ont-ils été tenus contre l'Oncle Sam?

Quand en 1975, la firme anglaise MORRIS a supprimé sa grosse usine de montage de Manage, en Wallonie, y a-t-il eu un ministre de l'Intérieur qui, au lieu de superviser la gendarmerie avec soin, a annulé contre tout droit, et en prenant le risque de représaille, une commande publique à une firme d'Outre-Manche, comme aujourd'hui, aux dépens de Renault?

Oui, autre regard, autre langage. Certes, les relations entre la Belgique francophone et la France sont ambivalentes. Comme on connaît ce voisin et ami mieux que tout autre, on est au fait de ses faiblesses, plus que de celles des autres et on est exigeant comme un amoureux transi, ou déçu.

La langue, l'économie, les relations internationales indiquent que Renault-Vilvorde est un cas exemplaire.

Sans doute, comme pour la Marche blanche, ou Clabecq, une minorité va-t-elle tenter de récupérer une cause noble et grave à des fins nationalistes belges.

Il faudrait pourtant ne pas aborder à "reculons" un avenir difficile!

Jean Emile Humblet.

LA COMMISSION DUTROUX ET SON RAPPORT

Il vaut mieux préciser : j'écris ceci le 25 avril. Non pas que les idées pourraient être différentes au moment de la publication, mais le lecteur se demanderait peut-être pourquoi certains éléments ne sont pas pris en compte, car il s'en produira sûrement après que j'aurais laissé le bic.

Les Belges ont marché - on allait voir ce qu'on allait voir. Le Royaume était reparti, tous accus chargés. Ce qu'avait ébranlé, matraqué et réduit comme peau de chagrin (trente années d'affirmation de la volonté flamande) allait reprendre vigueur après les crimes horribles qui avaient bouleversé tout un chacun.

Et voilà, sur sa lancée, le Parlement qui crée une commission d'enquête, baptisée maintenant d'un nom qui fait horreur. Existe-t-il plus maléfique présage quant aux suites?

Je ne vais pas écrire longtemps sur la manière dont a travaillé cette commission : président avant tout soucieux de son image, se perdant dans ses papiers, donnant des leçons de français en se plantant comme un cancre, violant

les règles du droit et les droits de la défense, copinant avec les plaignants, laissant s'instaurer un laisser-aller qu'il aurait sûrement dénoncé si un magistrat l'avait toléré au Tribunal, (allez, si vous l'osez, casser la croûte pendant une audience, ou allumer une cigarette quand vous êtes au banc des témoins) et j'en passe peut-être.

Il est vrai que le président n'était pas servi par la qualité de ses acolytes, tout spécialement du côté francophone. Il est aussi vrai qu'ils ont maintenant acquis la science infuse au point d'énoncer à l'égard des magistrats et policiers des griefs qui sont tout simplement bouffons! Il est vrai qu'un(e) commissaire a été jusqu'à reprocher à un témoin le style utilisé pour sa correspondance.

Et tous ont découvert en cinq mois ce qu'ils auraient du savoir depuis des années : les rivalités entre polices, la volonté de la gendarmerie d'accaparer tout le pouvoir policier dans le pays, même au prix d'un sabotage d'enquêtes capitales,

la pauvreté des moyens accordés au pouvoir judiciaire.

Les responsables, ce sont les autres, et pas les grands chefs des autres, et pas nos grands chefs à nous, sauf un ancien ministre sorti de sa charge, épinglé d'une manière ridicule et à qui on fait un grief imbécile. Mais si on lui a fait ce grief, on comprend d'autant moins qu'on ne l'ait pas formulé à l'encontre de son successeur.

Ou plutôt si, on comprend très bien : ce successeur est flamand et la garde flamande a fonctionné. Et tellement bien fonctionné que les libéraux flamands dont personne n'a dit qu'ils sont entrés au gouvernement, n'ont même pas voté un amendement des libéraux francophones mettant en cause la responsabilité du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur, alors que celle de ce dernier apparaît, après les travaux de la commission, comme particulièrement lourde.

La magistrature francophone? Comment aurait-elle pu travailler correctement? Elle ne peut qu'appartenir à un milieu borné et méprisable. Comme l'écrivait un éditorialiste flamand : "Si l'on veut que la Belgique survive, il faudra que les Wallons subissent un choc culturel encore plus fort que celui subi par les Allemands de l'Est après 1989".

Mais pour qui ces gens-là se prennent-ils?

Par contre, les Flamands sont indemnes sont indemnes de tout soupçon. C'est pourtant à Bruges qu'ont été enlevées Ann et Eefje et où il a fallu plusieurs jours avant que ne démarre l'enquête. On n'a pas non plus désigné de juge d'instruction, mais c'est sans importance. Comment eussiez-vous voulu qu'on les montrât du doigt, alors qu'ils n'ont rien fait?

Mais il faut purger le parquet de Bruxelles du virus francophone, comme il faut sans doute réserver la place de juge à Luxembourg à un Flamand. Cela va quand même poser un problème car Jean-Luc a découvert, un dimanche après-midi, qu'on allait tout arranger en dépolitisant les nominations.

Les gradés flamands de la gendarmerie resteront en place, alors que, non seulement leur responsabilité est écrasante et qu'ils ont menti avant que les auditions auxquelles a procédé la commission ne démontrent les conséquences de leur volonté hégémonique - Un État dans l'Etat, avec la bénédiction des socialistes flamands.

Il est vrai que Louis Toback nous expose que cela va très bien aux Pays-Bas et en Allemagne - Si vous avez une culture différente, tant pis pour vous, il vous reste le droit de marcher au pas. C'est sans doute au nom de cette même culture qu'on veut faire payer les lampistes.

Beaucoup ont écrit sur les manquements de la commission d'enquête et je n'y reviendrai pas. Il fallait donner des gages à une opinion publique émotionnellement dramatisée. On allait changer les mentalités, on allait modifier les façons de vivre et de penser - on s'aperçoit que la méthode suivie, dans la précipitation et l'improvisation, ne pouvait déboucher que sur un nouveau choc et un nouveau gâchis. C'était écrit.

Ce qui apparaît comme le résultat le plus évident, c'est l'ébranlement encore plus poussé d'un État moribond. Les apprentis sorciers qui ont provoqué la déstabilisation du seul pouvoir qui restait fédéral en s'imaginant qu'ils allaient ainsi tout sauver, s'en mordent les doigts.

Je ne vais pas triompher parce que l'analyse que je fais depuis quelques années se vérifie. Il reste une possibilité de sauver l'État belge : que les francophones abdiquent tout souhait, toute volonté, tout désir de pouvoir; qu'ils se laissent bercer par les sirènes colonisatrices flamandes qui pourront peut-être leur laisser des reliefs du repas après que la Flandre se sera gavée.

Est-ce vraiment ce que vont accepter les francophones?

Jean Defraigne
Ministre d'État

LA VRAIE MODERNITÉ DE LA FRANCE : LA TRADITION NATIONALE

A lire une certaine presse hexagonale et internationale, la France est repoussée par les vents de l'époque aux lisières de la modernité et peu s'en faut qu'elle en soit éjectée. Elle se replie "frileusement" (notez cet adjectif rituellement appliqué aux peuples en quête d'indépendance) sur son identité, alors qu'elle serait bien au chaud dans le grand marché mondial. Elle se crispe sur un mode de vie délicieux, mais archaïque au goût des "wonderboys" qui, l'oeil rivé sur les cotes de Wall street et sur les "ratings" de Moody's, n'ont que le temps d'avaler un "giant" au Mac Do du coin. Horreur suprême, elle croit au rôle directeur de l'État, à la sécurité sociale, au service public, bref

à la cohésion nationale. Par quelle bizarrerie du destin est-elle encore la quatrième puissance économique et commerciale du monde? D'où lui viennent ses engins spatiaux, son aéronautique de pointe, ses T.G.V., ses grands laboratoires médicaux et ses succès sur les marchés (agro-alimentaires, armements, océanographie, etc.) où l'Amérique a l'ambition de régner seule?

Je crois que la vérité se saisit à l'envers des idées reçues. L'économie française est forte dans la mesure où la France se sent fortement être elle-même. C'est vrai aussi des dragons asiatiques, de la Flandre et du Québec. Le nationalisme est source de performances, voilà ce

que le nationalisme américain et tout le capitalisme qui gravite autour de lui essaient de dissimuler à la planète en prêchant à leur façon l'évangile de la mondialisation. Il n'y a pas lieu de craindre celle-ci si elle s'entend d'un système fondé sur l'égalité de traitement et sur la réciprocité des ouvertures de marché. Elle est destructrice quand elle protège surnoisement des activités qu'elle devait exposer à la concurrence loyale -et c'est le cas actuellement, ce qui devrait légitimer les interventions correctives des États. Mais la France gardera-t-elle sa vigueur? Pendant presque toute son histoire, elle a existé contre les empires de toute nature, contre les cosmopolitismes religieux, économiques, politiques. Elle est, parce qu'elle a dit non aux fausses évidences, aux prétendues fatalités, aux systèmes de pensée prévalant dans le reste du monde. C'est ainsi qu'elle a infléchi si longtemps et si souvent le devenir de l'humanité. Elle fut le royaume de saint Louis, mais le pape n'y était obéi que si le roi y consentait. Elle fut matrice de civilisation sous Louis XIV parce qu'elle avait fait pièce à ces maîtres du monde qu'étaient les Habsbourg. Elle fut la porteuse de la révolution qui détruisit le soubassement millénaire des doctrines du pouvoir et de la vie en société. Elle devint et elle fut par l'État qui unifia des populations plurielles et des intérêts contraires et auquel les régimes successifs conférèrent une sacralité explicite dont l'expression moderne est la référence aux valeurs républicaines. Elle ne sera plus si elle renonce à la puissance nécessaire pour dire non aux volontés extérieures et si elle abjure l'État comme vecteur de sa pérennité. Or, c'est ce que lui demandent de faire les monomanes de l'union monétaire européenne, les gourous et les augures de la finance déréglementée qui communique ses vertiges d'ébriété à toute l'organisation socio-économique.

Depuis vingt ans, elle perd de l'influence sur les grandes affaires du monde en se plant aux règles d'une Europe boursicotière et verbeuse qu'on a pu juger à sa juste valeur en ex-Yougoslavie. Notre langue régresse dramatiquement dans l'usage international parce que l'économie-casino, prophétisée par Keynes, impose son tracassin aux gouvernements et s'exprime en basic American. On s'y résignerait avec stoïcisme si tout cela procurait une prise plus forte sur l'avenir, plus de richesses, plus de sécurité. Au contraire, la haute finance désindustrialise, la vision politique devient dangereusement basse, la couverture sociale s'effiloche, le travail se fait rare et moins payé, l'enseignement régresse, les barbaries extérieures portent leurs attentats jusqu'au cœur de nos villes. Le Nouvel Ordre mondial, dont rêvait le Président Bush, est devenu un mouvement brownien qui étourdit la planète et disjoint notre société. Les vieilles supériorités opératoires, humanistes et culturelles de la civilisation occidentale disparaissent l'une après l'autre. L'unité française elle-même n'y résistera pas.

La France doit reprendre du champ. La nation a compris avant ses dirigeants que Maastricht ne tient aucune de ses promesses et que toutes ses menaces prennent corps. L'intérêt français est dans l'Europe européenne des

nations que voulait de Gaulle. Européenne et non soi-disant mondialiste à la manière de Wall Street. Des nations, avec ce que cela suppose de respect de la volonté des peuples, et non des conseils d'administration qui ne voient pas plus loin que leur arrière-cour parce que la concurrence follement débridée les astreint à vivre au jour le jour. La France doit redevenir une institutrice. Elle doit reparler d'une voix française, et en français, à l'Europe orientale et à l'Amérique latine. Elle doit reprendre pied culturellement en Asie, parce que la culture y compte beaucoup plus qu'on ne le dit dans les magazines du business et qu'elle fraie la voie aux affaires. Elle doit consolider son indépendance diplomatique, militaire et technologique et c'est par là qu'apparaîtront mieux les nécessaires solidarités avec ses partenaires. On disait à de Gaulle qu'elle était trop pauvre pour se payer une force de frappe, des satellites artificiels et une politique de grandeur. Ses successeurs comptent pourtant sur la scène du monde parce qu'il leur a laissé cet héritage.

Elle est très moderne, la France. Mais pour le rester, elle doit redevenir pour elle-même l'objet de son action. L'idéal économique n'est pas l'internationalisation, c'est le maximum d'autosuffisance nationale. Les échanges y contribuent s'ils dégagent des surplus et permettent d'élargir les débouchés extérieurs. Mais ils doivent s'ordonner aux besoins de la nation et non à une logique des affaires découplée de celle-ci. Ces besoins comprennent évidemment la cohésion du corps social, donc la répartition équilibrée et durable des fruits du progrès et l'accès satisfaisant des citoyens aux services de l'économie non-marchande, aussi indispensable que l'autre à la vie en société dans un pays développé. Il y a des objectifs que le marché ne peut pas atteindre, des choses qu'il ne peut pas faire. La planification n'est pas exclusive de la liberté, elle lui est complémentaire. Avec ses riches viviers de grands commis de l'État et de brillants techniciens, la France est armée pour jouer sur les deux tableaux et elle le fit longtemps sans complexes. La perspective s'est un peu brouillée : il faut la remettre d'équerre. Tout un monde que le néolibéralisme précipite dans une catastrophe de civilisation attend qu'elle le fasse et qu'elle montre comment le faire.

L'américanisation - sous ses pires aspects, car elle recèle aussi d'utiles leçons - signifierait à terme la disparition du fait français. Or, dans tout notre continent, elle commence à provoquer des réactions de rejet. Ce serait un comble si la France n'était pas à l'avant-garde du mouvement vers une Europe européenne qui ne peut être qu'une Europe des nations convergeant vers de grands objectifs assignés par des intérêts vraiment communs et non par les idéologies du prêt-à-penser. L'Europe est un marché, mais elle est bien d'autre chose encore. Voilà ce que doit lui dire la France. Ou alors, sa voix n'est plus française et que nous importerait alors ce qu'elle dirait?

J. Rogissart

COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMMUN AUX MOUVEMENTS WALLONIE-FRANCE ET WALLONIE LIBRE

Le Comité Directeur de WALLONIE-FRANCE et le Bureau Exécutif de WALLONIE LIBRE, réunis à Liège ce 21 avril 1997, ont évalué les conséquences dramatiques de la fermeture des Forges de Clabecq et de l'usine Renault de Vilvorde.

Ils constatent que ces événements procèdent de la même dérive des structures économiques amorcées jadis par le G.A.T.T. et par la C.E.E., amplifiée par l'exacerbation monétaire de la nouvelle Union Européenne de Maastricht.

Ils prévoient de nouveaux affaissements si les États-Unis et certains États d'Extrême-Orient ne sont pas contraints d'accepter une véritable réciprocité dans le libre échange mondial, si les États européens ne prennent pas des mesures pour coupler la protection sociale à la nécessaire liberté d'entreprendre, de commercer et de gérer.

La Flandre, s'étant dotée depuis plus de quarante ans d'une industrie à la mesure des stratégies des multinationales par manque de savoir-faire industriel et de recherche, vit le drame de Renault-Vilvorde, vécu en Wallonie depuis trop longtemps.

Ils rappellent que, depuis les années cinquante, les aides compensatoires européennes aux fermetures des charbonnages wallons ont été détournées au profit de ces multinationales attirées par la Flandre (et l'État unitaire dominé par elle), faisant ainsi subir à la Wallonie une hémorragie industrielle sans précédent, génératrice de la perte de milliers d'emplois sans compensation.

10.000 emplois perdus dans la seule région de Clabecq-Tubize, encore plus de 2.000 aujourd'hui sous l'impitoyable intransigeance du Commissaire européen flamand VAN MIERT, la Flandre vit actuellement à Vilvorde ce qu'elle a fait subir à la Wallonie en ramenant chez elle l'industrie qui y fleurissait.

Ils attirent l'attention sur le fait que le nationalisme de la Flandre lui procure une défense économique beaucoup plus rigoureuse que celle de la Wallonie encore trop préoccupée par des intérêts "belges".

Ils dénoncent le comportement du Gouvernement Fédéral, toujours dominé par la

Flandre, lequel s'est mobilisé immédiatement en faveur des travailleurs de Vilvorde, alors qu'il reste sans voix lorsqu'il s'agit, dans les mêmes conditions, de fermetures et de délocalisations d'entreprises situées en Wallonie, où le taux de chômage est beaucoup plus important.

Ils se souviennent aussi de la bienveillance du Gouvernement Fédéral, et de l'acharnement du Gouvernement Flamand à soutenir la firme flamande VAN HOOL contre les intérêts de la firme franco-wallonne E.M.I. et ceux de ses travailleurs, regrettent l'attitude discriminatoire et violente de la Gendarmerie aux ordres d'un ministre de l'Intérieur flamand vis-à-vis des travailleurs de Clabecq et des manifestations wallonnes pour l'emploi, alors que la même gendarmerie paraît bienveillante à Vilvorde.

Ils adjurent le peuple wallon de conclure qu'il sera broyé par les forces du monde actuel s'il ne raisonne pas sa situation en termes de cohésion et de reconquête identitaire.

Dans cette optique, ils refusent de rendre la France coupable d'un acte de gestion propre à la firme RENAULT, privatisée et victime des dysfonctionnements européens (qui sévissent aussi dans l'Hexagone).

Encore moins veulent-ils s'associer à un boycottage quelconque des produits français qui pénaliserait plus de 150.000 travailleurs wallons des nombreuses sociétés françaises opérant chez nous au moment où les mêmes émotions s'expriment de chaque côté d'une frontière artificielle que l'on nomme Quiévrain.

Ils considèrent comme une faute politique grave et une malhonnêteté envers le peuple wallon le soutien que pourraient apporter à ce boycottage certains hommes politiques wallons.

Ils sont convaincus au contraire que la nécessaire opposition au retour à la jungle économique du XIXe siècle passe par l'Europe des Nations voulue par le Général de Gaulle, et dans une affirmation d'identité qui, pour les Wallons, ne peut être que FRANÇAISE (ce qui n'exclut d'ailleurs pas le respect des spécificités, coutumes et savoirs régionaux déjà reconnus en France).

Wallonie-France

Wallonie Libre

DÉPASSER LE CAP DES ATERMOIEMENTS ET S'ENGAGER VERS PLUS DE VOLONTARISME

La politique belge est animée depuis longtemps par des conflits chroniques entre les communautés néerlandophone et francophone. Le climat des affaires éclipse momentanément ce phénomène, même s'il n'est pas sans alimenter insidieusement certains stéréotypes. La dégradation du climat de cohabitation entre les groupes linguistiques s'accroît et il en découle un malaise chez bon nombre de francophones. L'idée unitaire du pays a été malmenée non par des revendications de la minorité francophone, mais par l'attitude équivoque de la majorité flamande.

Les Wallons et les Bruxellois sont relativement satisfaits des équilibres qui régissent le récent système fédéral belge. L'art du compromis belge a prouvé leur capacité à maintenir l'unité de leur pays. Les francophones belges sont attachés au modèle de cohabitation nationale pour peu qu'il leur garantisse participation au pouvoir, équité politique et autonomie locale. Ils doivent seulement veiller à ce que les Flamands ne transforment pas leur majorité numérique en une hégémonie totale sur le pouvoir central.

La réforme de la Saint-Michel de 1993 avait laissé entrevoir l'espoir d'un achèvement du processus de réforme, sorte de "der des der", de la fédéralisation.

Mais depuis, la Flandre a remis sur le tapis communautaire de nombreuses questions, en premier lieu, la scission de la Sécurité sociale, accusée, par voie des transferts Nord-Sud, d'alimenter une Wallonie consommatrice de soins médicaux. Elle réclame donc de nouvelles négociations sur le fédéralisme qui réduirait encore les compétences de l'État central avant que l'Europe veuille bien s'en occuper elle-même.

Les Belges francophones dénoncent, ENFIN, l'attitude des partis flamands qui marcheraient à pas forcés vers le séparatisme afin de ne pas se faire débordés par les nationalistes d'extrême droite du Vlaams Blok. Le CVP, premier parti flamand, est pour l'instant encore partagé entre une tendance fédéraliste du premier ministre Jean-Luc Dehaene et une tendance confédéraliste du ministre-président flamand Luc Vandenbrande.

Les plus lucides des francophones mettent en doute la réalité de cette opposition pour n'y voir qu'une affaire de stratégie : arracher l'autonomie maximale de la Flandre sans abandonner le contrôle de la Belgique. Entre méfiance et perplexité, les Wallons finissent par abandonner leur ancien attachement de cœur ou de raison à la Belgique fédérale.

Ni demandeurs, ni même préparés à ce retour si rapide du communautaire, les

francophones, provoqués par les revendications flamandes, doivent aussi, à nouveau, débattre la difficile question de la cohésion avec Bruxelles, notamment autour de leur institution commune, la Communauté française, contestée par les régionalistes wallons.

Les francophones semblent avoir dépassé le cap des attermoissements pour s'engager dans des démarches plus volontaristes, en premier lieu, en entamant des discussions entre partis politiques sur les exigences francophones face à la Flandre, mais plus profondément, par l'affirmation d'un destin commun des francophones que recouvrent les thèses libérales d'"espace francophone" et socialiste d'une "nouvelle alliance Bruxelles-Wallonie".

Longtemps taboue chez les francophones, la fin de la Belgique est aujourd'hui une option concevable. Et certains n'hésitent plus à dire qu'il faut s'y préparer. Ainsi a-t-on vu un manifeste d'universitaires et d'intellectuels envisager le destin commun de Bruxelles et de la Wallonie en cas de séparation.

L'idée RATTACHISTE trouve cette fois écho au-delà de nous, vieux militants. Le rejet de l'identité nationale par les Flamands amène cette fois un malaise politique d'abord mais surtout une question identitaire. Les Bruxellois, plus que les Wallons peut-être, se retrouvent malgré eux exposés à des dualismes linguistiques dans lesquels ils ont beaucoup à perdre : l'assurance matérielle du partage de la prospérité, l'assurance psychologique de l'identité nationale. Mais cette fois, beaucoup sont prêts à aller au-delà d'une certaine nostalgie unitaire. Et c'est heureux. Les Francophones de Belgique se réveillent enfin. Et comme l'a dit un député wallon clairvoyant, tant qu'à faire, autant être, l'espace d'une décennie ou deux, des citoyens de seconde zone de la France, plutôt que l'être encore dans un État belge dominé par la Flandre, réservant des passe-droits dans la diplomatie, à l'armée, dans les ministères, la magistrature, la poste, les administrations communales bruxelloises, les pompiers... etc. aux seuls Flamands.

Puissent les francophones comprendre enfin que, dans la vie, il vaut mieux être soi-même plutôt que l'esclave d'un autre. Il est plus que temps de mettre fin à l'hégémonie flamande. Francophones, unissez-vous!

Un rattachiste bruxellois, Alban Louis.

MERCI BEAUCOUP, M. TOBBACK...

Dans une commune de la banlieue liégeoise, dont le bourgmestre est aussi une "Excellence" fédérale, on vient d'organiser une imprégnation à la langue néerlandaise pour les élèves de 3ème maternelle. Cette activité était, paraît-il, demandée par "les parents" et a été ouverte en grande pompe ce mercredi 28 mai.

Outre les personnalités locales, assistait à cette séance historique une ancienne Excellence fédérale et actuel *burgemeester* de Louvain (Leuven), Monsieur Louis Tobback.

Discours, drapeau flamand largement déployé, congratulations, images toujours attendrissantes de petites têtes blondes ou brunes s'essayant à balbutier quelques *nederlandse woorden*. Tout fut parfait, vous dis-je!

Amis wallons, pouvez-vous à cet instant imaginer la jubilation du *Heer* Tobback! Il est certain qu'il s'est souvenu de ces milliers de petits Flamands ignorant le français et qui, pour cela, ont été humiliés et longtemps réduits aux tâches serviles. Mais depuis, grâce à l'énergie constante des hommes politiques, des enseignants et de beaucoup d'intellectuels, les patois bas-allemands sont devenus une langue : la langue nationale de la Flandre en marche.

Maintenant, il n'y a même plus à faire de grands efforts pour la faire apprendre aux Wallons. Ceux-ci se pressent au portillon pour faire soumission, pour collaborer au grand oeuvre : refaire une *België* unie par la langue flamande. *Ah, wat een mooie pragamma!*

Et c'est ce même M. Tobback qui, grand seigneur, a voulu rappeler à ses hôtes d'un jour l'existence d'une autre langue bien nécessaire au bon fonctionnement de l'Eurégio : l'allemand.

Merci M. Tobback!

Ainsi, les "responsables" wallons n'ont jamais pris conscience de la nécessité d'offrir démocratiquement à leurs jeunes administrés le **choix** entre plusieurs langues : anglais, allemand, espagnol, néerlandais par exemple. Pourquoi ne l'a-t-on pas proposé à ce niveau? A ma connaissance, il n'y a pas de réponse officielle. On est donc réduit à supposer. Peut-être cela aurait-il coûté trop cher en ce temps de restrictions budgétaires? Peut-être faut-il, en bon "Belche", respecter la sacro-sainte "loyauté fédérale" (toujours à sens unique) quitte à cocufier les adultes de demain? Peut-être aussi n'y a-t-on pas songé du tout? A bien réfléchir, c'est sans doute la bonne réponse. Chez ces gens-là, Monsieur, on ne pense pas, comme disait si bien Jacques Brel, on gère l'immédiat. Après nous les mouches!

D'ici quelques années, lorsque l'État belge, auquel se raccrochent encore trop de Wallons, comme des naufragés à un bout de bois,

lorsque cet État donc aura disparu, alors seulement la vie reprendra le dessus et le flamand, imposé à coups de lois, de décrets et autres prohibitions, reprendra sa place en Europe : elle sera **minuscule**. Alors, les Wallons se mordront les doigts de ne pas avoir à temps donné à l'apprentissage des langues importantes leur vraie place et notamment à l'allemand, pourtant parlé dans la Province de Liège par plus de 60.000 personnes. Cette langue aurait du être, non pas privilégiée, mais mise sur le même pied que le néerlandais. Vous le savez, amis Wallons : pour ouvrir un cours de néerlandais dans le secondaire, un seul élève suffit, mais il en faut au moins dix pour obtenir la création d'un cours d'allemand. Pourquoi cette discrimination proprement suicidaire? On ne sait. Non seulement c'est un déni démocratique, mais c'est surtout un mépris évident vis-à-vis des 80 millions d'Allemands, leur culture, leur poids économique.

En attendant une hypothétique réaction de bon sens, sachez, amis Wallons, que, même devenus de bons bilingues français-néerlandais, vous n'aurez pas davantage d'emplois parce que vous aurez toujours le tort de ne pas être flamand de souche.

D. Lanier



Le Directoire de Wallonie Libre représenté par le président Jacques Dupont et M. Jacques Rogissart et le comité directeur de Wallonie France représenté par le vice-président Jean Antoine Hardy et le secrétaire Laurent Leruth ont rédigé en commun, le 31 mai, un communiqué de presse (ignoré, bien sûr par notre bonne presse belge) qui dénonçait cette initiative malencontreuse.

LE DESTIN HASARDEUX DE LA BELGIQUE

Le Royaume de Belgique est rongé par le cancer du nationalisme flamand. Tout observateur lucide en convient. Mais on cherche désespérément, à l'intérieur et en dehors des frontières, à minimiser la profondeur du mal, à négliger les métastases du secteur public au secteur privé, bref, à diagnostiquer une guérison grâce à des chirurgies de type fédéral, jamais suffisantes.

Tout ceci procède d'un beau sentiment, mais c'est une erreur politique, en porte-à-faux avec les faits.

Le mal progresse, en effet, aisément observable dans les institutions mises en place, les discours ouvertement tenus et les actes défavorables à la Wallonie et à Bruxelles, et à la cohésion du pays.

Né au siècle dernier, ce mouvement hostile à l'Etat belge, compromis avec l'occupant au cours des guerres (cfr. les plaidoyers pour l'amnistie en Flandre), n'a pourtant rien pour surprendre. Sa logique et sa dynamique sont fatales, renforcées par une très mauvaise réforme constitutionnelle qui conforte un antagonisme de deux blocs sur une ligne de séparation linguistique à contre-sens de l'Histoire et à contre-courant de l'esprit de l'Union européenne !

Les masques sont tombés en Flandre, tous partis de pouvoir confondus; les discours et les programmes d'action sont clairs, et c'est heureux.

Les Belges d'expression française, à Bruxelles et en Wallonie, rêvent pourtant encore, et veulent toujours croire pour la plupart à la solidarité et à la loyauté nationale du Nord. Cet aveuglement -qui est à leur honneur- est cependant une grande faiblesse dont la Flandre se sert pour mettre en oeuvre sa stratégie, à pas comptés, au mieux de ses intérêts propres.

Plusieurs raisons se conjuguent :

* L'attachement sentimental des Bruxellois, des Wallons et des francophones de Flandre à cet Etat-nation belge qu'ils ont porté sur les fonts baptismaux et auquel ils donnèrent, jusqu'il y a peu, un rayonnement mondial sur les plans industriel, culturel et diplomatique;

* Le double visage trompeur du monde des affaires flamand qui se déclare partisan de l'union belge à la FEB et oeuvre à l'opposé au VEV;

* Une erreur fondamentale d'analyse des francophones qui persistent à voir une dichotomie entre la caste politique et les médias flamands, instigateurs d'un divorce belge, et "le bon peuple flamand" qui resterait majoritairement attaché au maintien de la solidarité

nationale. A quand une grande manifestation populaire flamande à Gand, Bruges ou Anvers d'attachement au pays, drapeaux belges déployés? Le peuple flamand déjuge-t-il ses élus?

* Le chantage d'étranglement financier de la Région bruxelloise et d'institutions fédérales, et une certaine fascination de l'argent influencent le subconscient de l'establishment francophone, et apeurent certains. Le nationalisme flamand -culturel et légitime à sa prime origine- se nourrit aujourd'hui d'un complexe socio-culturel toujours non guéri vis-à-vis de la francité, assorti d'un égoïsme économique bourgeois. La jouissance de parfaire une "revanche historique" n'est pas étrangère à la dynamique flamande. Ces trois ingrédients ensemble rendent improbables l'arrêt de la dynamique séparatiste et l'enclenchement d'un processus politique et juridique efficacement fédérateur, au-delà des mots.

Le front est à Bruxelles, au coeur de l'Union européenne.

Gouverner, c'est prévoir! Que font les francophones restés belges de coeur pour le jour où la Flandre aura détruit tous les mécanismes de la solidarité nationale et "plaquera" ses citoyens?

Quelle nouvelle solidarité et quelle nouvelle union construisent-ils?

Il n'est pas raisonnable de ne pas se préparer à cette éventualité. Il est grand temps d'organiser l'espace Bruxelles-Wallonie et de lui forger un projet et un programme d'avenir dans le cadre politique et diplomatique de l'Union européenne.

Les implications de la dérive séparatiste en Belgique préoccupent les chancelleries, car aucun Bruxellois et aucun Belge de culture française n'accepteront une quelconque "annexion ou purification" à Bruxelles et sa périphérie au nom du mythe de la Grande Flandre. Certains envisagent même un "Dietsland" englobant Lille et la Flandre gallicane.

Gouverner, c'est prévoir. Que la conscience des Belges d'expression française se réveille, dans la force du réalisme et d'une vision politique de plus long terme, dans la dignité de soi!

Marc De Middelée
Docteur en droit, UCL
(Ottignies Louvain-la-Neuve)

Liberté peu académique - Comment peut-on être Liégeois?

A l'heure où l'on ne parle plus que de mondialisation, il peut paraître paradoxal, voire quelque peu gratuit, de revenir sur le passé de Liège et de son pays. C'est pourtant ce qu'ont décidé de faire dernièrement les Éditions du Perron et R.T.C. Télé Liège. Les premières viennent de publier une nouvelle édition de *La Principauté de Liège*, remarquable ouvrage de l'ancien professeur d'histoire de l'ULg Jean Lejeune. La chaîne de télévision locale, pour sa part, présente depuis le 1er février une série de sept épisodes intitulés "La Principauté de Liège, une épopée millénaire", émissions entièrement écrites et présentées par Henri Mordant.

Loin d'alimenter une stérile nostalgie, ces initiatives tendent enfin à combler un déficit identitaire persistant. Les jeunes générations liégeoises, en effet, méconnaissent trop souvent l'histoire séculaire de leur pays, ignorant, par exemple, qu'il fut, avant beaucoup d'autres en Europe, un État constitutionnel et qu'il couvrait un espace géographique débordant largement des limites de la province actuelle (avec un nombre élevé de "bonnes villes" situées dans le Limbourg...).

Cette ignorance, dont les étudiants actuels ne peuvent bien sûr être tenus pour responsables, s'explique selon toute vraisemblance par une volonté politique qui a du prévaloir en haut lieu dans les décennies antérieures et qui visait à maintenir, contre vents et marées, l'unité d'une Belgique dont on mesure, aujourd'hui, à quel point sont devenus problématiques ses lendemains. (souligné par Wallonie-France)

D'autres explications peuvent aussi être avancées : entre autres, la vogue -aujourd'hui bien retombée- d'une certaine histoire thématique, fille de la grande école des *Annales*, qui malgré ses objectifs estimables, fini, hélas! par sous-estimer l'événement et l'histoire des nations.

Mais il y eut pire. Il n'y a pas si longtemps, il était de bon ton de débusquer, dans le contenu d'un enseignement, la moindre trace d'ethnocentrisme et de la condamner sans appel. On ouvrait les esprits aux autres civilisations, on

relativisait nos propres critères culturels, parfois même, on idéalisait sans nuances tout ce qui relevait du Tiers Monde. Cette indispensable ouverture universaliste s'accompagna cependant d'une regrettable *négligence* : à force d'aller voir ailleurs, comme si l'herbe devait nécessairement y être plus verte, on fini par ne plus s'intéresser à ce qui était proche. Faut-il voir là une des mille facettes de la haine de soi?

Pas question, évidemment, d'apporter ici de l'eau au moulin d'un quelconque communautarisme étriqué ni de justifier les replis frileux dont on ne perçoit que trop les dangers. Mais enfin, comment puis-je être utile à l'Autre si je ne sais même pas qui je suis? Et comment pourrais-je espérer avoir un avenir si je n'ai même pas de passé? Dépourvu d'identité, ballotté au gré des stratégies financières internationales, l'individu interchangeable de demain risque de n'avoir qu'une destinée *virtuelle*, sujette en tout état de cause aux délocalisations, au même titre d'ailleurs, que les entreprises qui l'ont déjà transformé en marchandise périssable. D'une certaine façon, l'Association des historiens sortis de l'ULg l'avait pressenti quand elle diffusa, il y a quelques années, un auto-collant au texte prémonitoire : *Sans racines, l'arbre meurt. Nos racines, c'est l'Histoire.*

Puissent les enfants habitant ou fréquentant l'ancien Pays de Liège découvrir dans la connaissance du passé principautaire le terreau qui leur permettra, en nos temps impitoyables, de retrouver quelque espoir! Personnellement, j'ai appris à aimer ma ville lorsque, sur les bancs de l'école primaire mes yeux tombèrent sur ces mots de Michelet : *Liège et Dinant, notre brave petite France de Meuse, aventurée si loin de nous dans ces rudes marches d'Allemagne...* Ils figuraient dans un manuel d'histoire dû à la plume d'Yves Bricteux et publié chez Desoer. Son titre? *Petite histoire de la Principauté de Liège à l'usage des écoliers.* Tout simplement.

La route est donc tracée depuis belle lurette. Qui reprendra le flambeau?

Henri Deleersnijder.

UN TEMOIGNAGE DE POIDS!

Observateur et acteur politique de premier plan, Louis Michel revient de Flandre. Il a parfaitement compris ce qui va se passer d'ici peu de temps et il a confié ses impressions au journal *Le Soir* (2/6/97) "... Ce qui se sent très fort, c'est que la Flandre est un peuple, une nation, et c'est déjà quasiment un État. Il y a un véritable sens du bien commun de l'État flamand. Il existe une très forte synergie entre décideurs de différents secteurs. Partout, je rencontre dans une même salle des hommes de banques, des cadres supérieurs, des profs d'unif... Je ressens une

mobilisation spontanée et synergique de toute l'intelligentsia flamande. Pour eux, ce qui est principal n'est pas l'appartenance à un parti, mais la défense de la Flandre."

Amis Wallons, amusez-vous, -s'il on peut dire!- à remplacer les mots "Flandre" et "flamand" par "Wallonie" et "wallon", nous sommes en pleine politique fiction, mais que voulez-vous, il faut bien respecter la sacro-sainte loyauté fédérale. n'est-ce-pas?

YA PAS PU DOCILES !



BÊÊÊ...L CHE BÊÊÊ...L CHE BÊÊÊ...L CHE

IN MEMORIAM

Wallonie-France a, avec tristesse, appris les décès, au cours de ces derniers mois, de quatre de ses membres : -M. le docteur André Herpin, M. Albert Mawet, M. Bazile Risopoulos, sénateur honoraire et M. Georges Vrancken.

Nous déplorons également le décès de M. Fernand Massart, militant wallon de toujours, ancien sénateur et député, dernier bourgmestre de Beez.

Appel à nos sympathisants

Renouvellement des abonnements à notre périodique
Wallonie-France (4 numéros par an)

Abonnement :	500 Fb
Abonnement de Soutien :	800 Fb
Abonnement étudiant :	300 Fb

A verser sur le compte **240-0786635-66** de *Wallonie -France*
à 4102 Ougrée

Pour nos amis de France :

Abonnement :	100 FF
Abonnement de Soutien :	150 FF
Abonnement étudiant :	70 FF

A verser sur le compte de *Wallonie-France* de la BRED à Paris
Code banque **10107** - code guichet : **00118/n°212181978-10**

Président : André Schreurs - Tél. 04/ 224 13 79
Vice-Présidents : Jean Bonnivert - Tél. 04/ 223 66 08
Jean-Antoine Hardy - Tél. 04/342 40 13
04/388 35 19
Secrétaire : Laurent Leruth - Tél. 04/342 10 90
Trésorier : Raymond Salomon - Tél. 04/336 29 09

Correspondants :

Bruxelles : Claude Goffin, 58, clos de l'Oasis, 1140 Bruxelles
Brabant Wallon : Rodolphe Lamy, 151, rue du Blanc-Ry, 1342 Limelette
Hainaut : Fabian Pirotte, place de la Digue, 21, 6000 Charleroi
Namur : René Walgraffe, 6, Dessus la Ville, 5660 Couvin

France : Charles Conte, 5, rue Altrincham, F-93150 Le Blanc-Mesnil

Rédaction : Jacques Liénard, 49B, Av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. 04/ 253 26 47

Ed. responsable : Laurent Leruth, 1 rue de Pitteurs, 4020 Liège,
Tél. 04/ 342 10 90

Bureau : Etienne Lambert, 59, rue Surllet, 4020 Liège